

OGM : L'Afrique comme laboratoire expérimental de l'EPFZ

Berne, 1er septembre 2018. L'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) profite d'une réglementation sur les organismes génétiquement modifiés plus laxiste sur le continent africain pour y tester une nouvelle variété. Au Nigéria, l'EPFZ, en partenariat avec l'International Institute of Tropical Agriculture (IITA), dissémine depuis peu une variété expérimentale de manioc génétiquement modifié à des fins de recherche. Ceci bien que la population locale s'y oppose.

L'EPFZ tire avantage d'un gouvernement peu regardant sur les conséquences d'une telle expérimentation et sourd aux revendications de la population locale. Il serait impensable que l'EPFZ obtienne une telle autorisation en Suisse ou en Europe. Le manque d'information quant aux effets néfastes de la dissémination expérimentale de manioc transgénique est criant. Or, la demande d'autorisation de l'EPFZ pour cet essai en plein champ ne donne que peu d'information sur la sécurité environnementale et sanitaire et ne prévoit aucune recherche en matière de sécurité biologique. « Les normes relatives à l'autorisation de l'essai au Nigéria sont largement inférieures à celles de la Suisse ou de l'UE », explique Luigi D'Andrea de l'Alliance suisse pour une agriculture sans génie génétique (StopOGM).

Or, l'expérimentation fait précisément appel à une technologie qui ne bénéficie que de peu de travaux de recherche. Les risques de cette technologie sont donc mal cernés. « Une sérieuse recherche indépendante sur les risques devrait impérativement préoccuper l'EPFZ. Or cet aspect est quasiment absent dans sa demande d'autorisation au gouvernement nigérian. Agir de cette manière serait inconcevable en Suisse », renchérit Judith Reusser de SWISSAID.

L'opposition de la population locale est ignorée

La consultation du public sur la demande d'autorisation a pris la tournure d'une farce. L'essai a été autorisé à peine deux jours après que l'autorité nigériane en matière de biosécurité ait pris position sur les oppositions de 88 ONG locales et promis un réexamen critique de la demande. La voix du peuple a tout simplement été ignorée. « Malheureusement, la population n'a quasiment pas voix au chapitre dans de nombreux pays en développement. L'EPFZ devrait assumer sa responsabilité », estime Tina Goethe de Pain pour le prochain.

StopOGM, SWISSAID et Pain pour le prochain ont demandé à plusieurs reprises des explications à l'EPFZ. Les réponses sont pour l'heure restées lacunaires.

Complément d'information

- Judith Reusser, experte en génie génétique, SWISSAID ; tél. 078 700 49 61, j.reusser@swissaid.ch
- Luigi D'Andrea, Secrétaire exécutif de l'Alliance suisse pour une agriculture sans génie génétique (StopOGM) ; tél. 077 400 70 43, l.dandrea@stopogm.ch
- Tina Goethe, responsable du droit à l'alimentation, Pain pour le prochain ; tél. 076 516 59 57, goethe@bfa-ppp.ch